ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 16 février 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "relative aux statuts du personnel militaire", a donné le 27 mars 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 16 februari 2000 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "inzake de rechtstoestanden van het militair personeel", heeft op 27 maart 2000 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

On peut lire dans la délibération du Conseil des Ministres du 4 février 2000, consacrée à l'avant-projet de loi examiné ce jour par la section de législation du Conseil d'Etat, ce qui suit :

> "En outre, il est convenu que les articles qui ont trait au règlement disciplinaire des Forces armées seront évalués et, le cas échéant, amendés, pendant la procédure parlementaire, en fonction de la révision envisagée dudit règlement.".

Selon les explications fournies par l'officier délégué, un groupe de travail a été chargé d'examiner les possibilités d'aménager le régime disciplinaire des forces armées à la suite des revendications syndicales.

Selon les organisations syndicales, il convient de faire une distinction entre les militaires en opération et ceux qui accomplissent des tâches essentiellement administratives. Il n'est plus admissible, selon ces organisations, de prévoir un même régime disciplinaire pour l'ensemble du personnel militaire.

Le groupe de travail examine en ce moment cette problématique et pourrait ainsi faire des propositions qui s'éloigneraient des dispositions en projet, c'est-à-dire les articles 102 à 113 du projet.

Il est rappelé que la saisine de la section de législation doit toujours intervenir en dernier lieu. Ceci signifie, d'une part, qu'avant de la consulter, l'auteur du projet doit soumettre son texte aux autres instances

consultatives dont l'avis est requis et, d'autre part, qu'il lui faut toujours communiquer à celle-ci un projet de texte définitif, éventuellement amendé à la suite des avis précités.

Or, en l'espèce, tel n'est pas le cas.

La saisine du Conseil d'Etat est, dès lors, prématurée pour ce qui concerne les articles 102 à 113 du projet.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Examen du projet

Intitulé

Dès lors que l'avant-projet de loi ne contient que des dispositions modifiant de nombreuses dispositions légales existantes, il convient d'éviter de lui donner un intitulé pouvant faire croire qu'il revêt un caractère autonome. Le texte suivant est dès lors proposé :

"Loi modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel militaire.".

Dispositif

Observation commune aux articles 2 à 11 du projet

La section première du Chapitre premier du projet apporte plusieurs modifications à la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire.

Au vu de ces modifications et dans un souci de sécurité juridique, il est recommandé de remplacer intégralement la loi du 18 mars 1838, précitée, qui comprend de nombreuses dispositions abrogées. Ainsi en va-t-il des articles 4 à 6, 9, 11 à 17, 19 et 21 à 27.

Article 2

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire "remplacé par la loi du 6 juillet 1967".

2. Afin d'éviter une répétition de la dénomination "Ecole royale militaire" dans le corps du texte, il est proposé d'ajouter au 1° de l'article 1er en projet de la loi du 18 mars 1838, précitée, les termes "ci-après dénommée l'Ecole".

3. Au 2° du même article en projet, il est question d'élèves qui ont été agréés par le Ministre de la Défense nationale. Cette disposition est cependant silencieuse sur

les conditions d'un tel agrément et sur la procédure mise en oeuvre à cet effet.

Il ressort des explications fournies par l'officier délégué qu'en réalité le Ministre de la Défense prend en considération les mêmes critères que ceux qui valent pour l'admission des candidats officiers. Cependant, à sa connaissance, il n'existe aucun texte qui détermine ces conditions d'accès à l'enseignement de l'Ecole royale militaire.

La disposition en projet doit être plus explicite à ce propos et déterminer ces critères.

Article 3

1. Le texte en projet est mal rédigé en ce qu'il résulte de la comparaison des alinéas 1er et 2 en projet que c'est l'Ecole royale militaire elle-même, et non son commandant, qui peut se voir chargée de missions complémentaires ou supplémentaires.

Par ailleurs, aucune précision n'est donnée quant à la nature des missions en question. Selon les explications fournies, il s'agirait, par exemple, de la préparation aux examens linguistiques légaux des candidats officiers ingénieurs industriels.

Le texte doit être revu afin d'éviter toute confusion entre l'Ecole et son Commandant et il doit préciser la nature des missions complémentaires et supplémentaires.

2. Au paragraphe 1er de l'article 1erbis en projet, il y a lieu d'écrire, en vue de bien marquer, comme il se doit, la nature militaire de l'établissement et d'éviter toute confusion avec les universités des Communautés ou subventionnées par elles :

"Article 1erbis. § 1er. L'Ecole royale militaire est un établissement militaire chargé de dispenser un enseignement de niveau universitaire en vue de la formation intellectuelle, militaire, sportive et caractérielle des élèves.".

Pour la même raison, on évitera d'utiliser dans le projet examiné une terminologie directement empruntée à l'organisation des universités, telles que les notions de faculté, de conseil de faculté ou de conseil académique.

Les articles 3, § 3, 4, 6 et 9 du projet seront revus en conséquence.

3. Les paragraphes 4 et 5 de l'article 1erbis en projet énumèrent les grades académiques qui peuvent être conférés à la suite de la réussite des études suivies à l'Ecole royale militaire.

Le commentaire de cette disposition fait apparaître qu'il s'agit d'une simple "adaptation formelle conforme à la modification par la loi du 2 octobre 1992 de l'article 1er de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur.".

La loi du 2 octobre 1992 a effectivement modifié l'article 1er de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur afin de permettre aux élèves de l'Ecole royale militaire, selon le diplôme obtenu, de porter soit le titre de candidat ingénieur civil polytechnicien ou d'ingénieur civil polytechnicien, soit le titre de candidat ou de licencié en sciences sociales et militaires ou en sciences aéronautiques et militaires ou en sciences maritimes et militaires.

Cette loi trouve son origine dans une proposition de loi déposée au Sénat par messieurs Lallemand et consorts (1).

Il résulte des développements de cette proposition de loi ainsi que des commentaires des articles que l'objectif est

> "d'aller au-delà de la simple autorisation octroyée aux officiers issus de l'Ecole royale militaire, de porter le titre d'ingénieur civil et de licencié avec la qualification déterminée par le Roi...
>
> En insérant un littera d) à l'article 1er, III, de la loi précitée, (loi du 11 septembre 1933), la présente proposition lie indissolublement les trois notions, titre, grade et diplôme dans le sens où le droit de

---

(1) Doc. parl. Sén., sess. 1990-1991, n° 1240-1.

porter le titre du grade académique (negotium) implique nécessairement que l'on possède ce grade ainsi que le diplôme qui en est l'instrumentum.

Cette disposition met ainsi fin aux interprétations contradictoires de la jurisprudence, en habilitant l'Ecole royale militaire à délivrer les diplômes des grades académiques qui y sont énumérés." (1).

De leur côté, les Communautés ont organisé des passerelles entre les universités et l'Ecole royale militaire et déterminé les conditions dans lesquelles les diplômés de l'Ecole royale militaire peuvent avoir accès à des études ou à des formations organisées par les universités (2).

Les dispositions examinées entendent "créer" respectivement les grades de "candidat ingénieur civil polytechnicien" et d'"ingénieur civil polytechnicien" et ceux de "candidat en sciences sociales et militaires", de "candidat en sciences aéronautiques et militaires" et de "candidat en sciences maritimes et militaires".

En réalité, ces dispositions sont superflues, puisque le législateur fédéral a déjà, par la loi modificative du 2 octobre 1992, créé les grades dont il s'agit.

---

(1) Cette interprétation n'a pas été remise en cause par la Cour d'arbitrage (Voir C.A. arrêt n° 32/94 du 9 avril 1994, p. 414, B.4.1.).

(2) Voir le décret de la Communauté flamande du 12 juin 1991, relatif aux universités dans la Communauté flamande et le décret de la Communauté française du 5 septembre 1994, relatif au régime des études universitaires et des grades académiques.

En procédant de la sorte, l'auteur du projet créerait, au surplus, l'insécurité juridique étant donné que la loi en projet entre en vigueur à une date, à fixer par le Roi, qui ne peut être postérieure au 1er janvier 2001. Son entrée en vigueur interviendrait donc de très nombreuses années après celle de la loi du 2 octobre 1992.

On pourrait en déduire que les diplômés issus de l'Ecole royale militaire après l'entrée en vigueur de cette dernière loi mais avant celle de la loi en projet ne sont pas titulaires des grades précités.

En conclusion, il y a lieu d'omettre les paragraphes 4 et 5 de la disposition examinée.

Article 4

A propos de l'alinéa 1er de l'article 1erter en projet, il convient de préciser de quelles études universitaires le programme de la "faculté" des sciences sociales et militaires de l'Ecole royale militaire doit être l'équivalent.

A l'alinéa 2 en projet, il serait préférable d'écrire que "le programme est fondé sur l'enseignement" plutôt que "le programme est orienté vers l'enseignement".

Quant aux enseignements préconisés, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte des termes "des sciences de la société et du comportement" et "des sciences militaires spécifiques".

Selon les explications de l'officier-délégué, la première expression désigne à la fois les sciences sociales et les sciences économiques et la seconde vise, notamment, l'enseignement de la balistique.

Ces explications doivent apparaître dans le commentaire de la disposition en projet.

Article 5

1. D'une manière générale, il n'y a lieu d'indiquer, dans les phrases liminaires, que les modifications encore en vigueur que le texte modifié a subies.

Ainsi, dans la phrase liminaire de l'article examiné, il convient d'écrire "remplacé par la loi du 21 décembre 1990" en lieu et place de "modifié par les lois des 4 juillet 1964 et 21 décembre 1990".

2. L'article 2, alinéa 1er, en projet précise que "Les élèves visés à l'article 1er, 1°, (...) ont la qualité de candidat.".

Cette précision est superflue puisque l'article 1er, 1°, en projet, leur reconnaît déjà cette qualité.

3. A l'alinéa 2 de l'article 2 en projet, il est renvoyé pour ce qui concerne l'agrément des élèves visés à l'article 1er, 2°, en projet, à l'observation formulée sous cette disposition.

Par ailleurs, il convient d'écrire, dans le texte français, "souscrivent à". Cette observation vaut également pour l'article 159 du projet.

Enfin, dans un souci de légistique, il est préférable d'utiliser la majuscule lorsqu'il s'agit de l'"Ecole royale militaire" ou de l'"Ecole".

Article 6

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire "remplacé par la loi du 25 août 1920 et modifié par la loi du 16 mars 1994".

2. L'article 7 en projet définit l'organisation de l'Ecole royale militaire.

Au 2° en projet, il est question "de centres et services" et au 3° en projet, "d'une division spéciale et d'une division préparatoire".

Selon les explications de l'officier délégué, le terme "centres" peut notamment désigner un centre d'études d'une "faculté". Si tel est le cas, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de faire référence à ces centres.

Quant aux notions de "division spéciale et division préparatoire", l'officier délégué a expliqué que la division spéciale comprend notamment les élèves qui suivent une formation à l'extérieur de l'Ecole royale militaire ou dans le cadre de la promotion sociale tandis que la division préparatoire comprend les élèves agréés qui se préparent à l'examen d'entrée à l'Ecole royale militaire.

Ceci doit être explicité dans le commentaire de la disposition examinée.

Par ailleurs, il est permis de se demander s'il ne convient pas, compte tenu de cette nouvelle organisation, d'apporter des modifications à l'article 10 de la loi du 18 mars 1838, précitée, car il y est fait référence à des fonctions comme celles de "directeur des études", "examinateurs permanents" ou encore "répétiteurs civils" qui ne sont plus mentionnées à l'article 7 en projet.

Comme en a convenu l'officier délégué, l'article 7 en projet devrait être plus explicite quant au rattachement de ces personnes aux différentes structures de l'Ecole royale militaire.

Article 9

La délégation au Roi prévue à l'article 20 en projet est trop large. Il importe que le législateur précise lui-même la composition, les compétences et les règles essentielles du fonctionnement des différents organes de l'Ecole.

Article 12

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire "remplacé par la loi du 28 décembre 1990".

2. A l'article 4, alinéa 4, en projet de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, il convient d'indiquer les dispositions du statut des candidats militaires qui régissent la révision de l'ancienneté.

3. Dans le même article 4, il est prévu d'insérer un alinéa 6. Le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée exacte des termes "par un accident ou une maladie à la suite d'un fait en rapport avec le service" dont il est question.

Selon l'officier délégué, il convient d'interpréter ces termes de manière restrictive. Ainsi, un accident survenu sur le "chemin du travail" ne peut être pris en considération; il faut que l'accident résulte de circonstances propres à l'activité effectuée dans le cadre du service comme, par exemple, une blessure provoquée par un exercice de tir.

De telles précisions doivent, à tout le moins, être mentionnées dans le commentaire de la disposition en projet.

Article 13

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire "remplacé par la loi du 30 juillet 1955 et modifié par la loi du 28 décembre 1990".

Article 14

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire "remplacé par la loi du 30 juillet 1955 et modifié par les lois des 10 juin 1970 et 28 décembre 1990".

Dans le texte français du nouvel article 7, § 1er, 6°, en projet, il est suggéré d'écrire "détermine" en lieu et place de "fixe".

Article 15

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'ajouter la modification apportée par la loi du 26 mars 1999.

Article 16

Il ressort des explications de l'officier délégué que l'épreuve linguistique, dont il est question à l'alinéa 2 du paragraphe 1er, de l'article 9bis en projet, portera sur l'enseignement de la seconde langue tel qu'il est dispensé au cours des trois premières années d'études de l'enseignement secondaire.

La disposition en projet sera complétée en ce sens.

Article 19

Le 1°bis en projet de l'article 3 de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, prévoit que pour être agréé, le candidat officier auxiliaire de la force aérienne doit notamment posséder "les qualités morales, caractérielles et physiques indispensables à l'état d'officier;".

Ce texte ne précise cependant pas quels sont les critères sur la base desquels ces différentes qualités sont évaluées. Aussi conviendrait-il de faire référence aux textes légaux qui consacrent ces critères pour les candidats militaires du cadre actif, à savoir la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif et plus particulièrement l'article 15.

L'officier délégué est également de cet avis.

Article 20

L'article 20 du projet entend remplacer les termes "de plein droit" par le terme "automatiquement" dans l'article 4bis, alinéa 3, de la loi du 23 décembre 1955, précitée.

D'autres articles du projet opèrent la même modification.

Ainsi en va-t-il des articles 31, 53, 55, 56, 75, 95, 1°, 128, 2°, 129, 146, 148, 149, 151, 1°, 153, 155, 1°, 163 et 165, 1°.

Comme l'a expliqué l'officier délégué, cette modification est proposée à la suite d'un arrêt de la section d'administration du Conseil d'Etat (1) qui a jugé que l'expression "de plein droit" ne confère pas un caractère déclaratif à l'acte qui place un agent en disponibilité, elle signifie seulement que l'administration ne dispose en la matière d'aucun pouvoir discrétionnaire et qu'elle est inconditionnellement obligée de placer l'agent en disponibilité.

En remplaçant l'expression "de plein droit" par le terme "automatiquement", l'intention serait de dispenser les autorités militaires de poser certains actes, la conséquence juridique de la réalisation de certaines circonstances résultant alors directement du texte normatif.

En vérité, l'expression "automatiquement" n'a pas le sens que lui donne l'auteur du projet. Cette notion est, en effet, synonyme "d'une manière déterminée d'avance" ou "se produisant régulièrement par suite d'un règlement administratif".

L'expression "de plein droit", telle que l'a définie l'arrêt Delsa précité auquel se réfère l'officier délégué, est celle qui figure à l'article 9 de l'arrêté

---

(1) Voir l'arrêt n° 41.550, du 11 janvier 1993, en cause de Delsa Marcel contre la Communauté française.

royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 relatif au statut des membres du personnel des établissements d'enseignement des Communautés, où il est question de mise en disponibilité de plein droit après que le membre du personnel absent pour cause de maladie, a atteint le maximum des congés qui peuvent lui être accordés pour cette raison.

Selon l'arrêt, s'il est vrai que l'autorité administrative ne dispose en la matière d'aucun pouvoir discrétionnaire, la mise en disponibilité n'en est pas moins une décision constitutive de droit. Autrement dit, une décision est dans cette hypothèse nécessaire (1).

Compte tenu de l'inadéquation du mot "automatiquement" et de la nécessité, ne fût-ce que pour la sécurité juridique, d'une décision administrative constitutive ou déclarative de droit, mieux vaut s'abstenir de substituer le mot "automatiquement" aux mots "de plein droit".

Article 21

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de supprimer les mots "modifié par la loi du 20 mai 1994".

Cette observation vaut également pour l'article 23 du projet.

---

(1) Voir, dans le même sens, C.E. arrêt n° 82.420 du 27 septembre 1999, en cause de Deville Annie contre la Communauté française.

Article 22

Cette disposition rétablit l'article 8 de la loi du 23 décembre 1955, précitée, qui a été abrogé par la loi du 13 juillet 1976, relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.

Toutefois, le contenu de cette nouvelle disposition n'a pas sa place à l'article 8. Mieux vaut l'insérer au début de la loi sous un article 3bis par exemple.

Article 26

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire "remplacé par la loi du 13 juillet 1976" en lieu et place de "modifié par les lois des 27 décembre 1973 et 13 juillet 1976".

Article 28

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire "remplacé" en lieu et place de "modifié".

Cette observation vaut également pour les article 33, 44, 45, 66, 76, 87, 94, 96, 98, 117, 128 et 155 du projet.

Article 30

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée exacte de la modification apportée à l'article 8, § 2, de la loi du 1er mars 1958, relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical. Dans quelles circonstances le Roi pourrait-il conférer par voie de commission, le grade de général de brigade pour l'exercice de l'emploi dans des fonctions nationales ?

Selon les explications de l'officier délégué, ce commissionnement est nécessaire lorsque l'armée belge collabore avec des forces étrangères où le grade de général de brigade est consacré.

Dès lors que ce commissionnement est nécessaire au vu du contexte international, il convient de le préciser dans le texte en projet.

Article 34

1. Cette disposition insère dans la loi du 1er mars 1958, précitée, un article 24bis qui énumère les "mesures statutaires" qui peuvent être prises à l'encontre d'un officier.

Interrogé sur le sens exact des termes "mesures statutaires", l'officier délégué a expliqué qu'il s'agit de mesures distinctes de mesures disciplinaires.

Or, le 1° en projet vise "le retrait temporaire d'emploi par mesure disciplinaire".

En vertu du chapitre V de l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, le retrait temporaire d'emploi peut être une suspension provisoire par mesure d'ordre (art. 22) ou une mise en non-activité par mesure disciplinaire (art. 23).

Il convient dès lors de viser expressément dans la disposition en projet, la suspension provisoire par mesure d'ordre.

2. Par ailleurs, il ressort du commentaire de cette disposition qu'elle est "mutatis mutandis comparable avec la disposition qui énumère les punitions disciplinaires dans la loi de discipline (article 22 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées)".

Le Conseil d'Etat s'étonne de cette comparaison car l'article 22, précité, énonce les punitions disciplinaires applicables notamment aux officiers.

Ainsi qu'il ressort des explications de l'officier délégué, le commentaire ne traduit pas correctement l'intention recherchée en faisant cette comparaison. En réalité, la disposition en projet a pour but de dresser la liste des mesures statutaires qui peuvent être prises à l'encontre d'un officier tout comme l'article 22, précité, établit quant à lui la liste des punitions disciplinaires.

Le commentaire doit en conséquence être revu sur ce point.

Articles 35 et 36

Ces dispositions consacrent les notions de "corps" et de "spécialités" à l'armée.

Toutefois, aucune définition n'en est donnée.

Il ressort du commentaire de ces dispositions que "les forces armées comprennent trois forces et le service médical (composé de corps) ainsi que des corps spéciaux, notamment les corps interforces. Enfin, certains corps sont subdivisés en spécialités".

Compte tenu de l'incidence de cette nouvelle organisation de l'armée sur le régime statutaire des militaires, il doit revenir au législateur, conformément à l'article 182 de la Constitution, de clarifier la portée de ces concepts.

Les délégations au Roi prévues à l'article 27, en projet, doivent dès lors être plus restrictives et se limiter à l'affectation des militaires.

Article 37

L'article 27bis en projet consacre les notions de "groupe de grades" et "corps spéciaux". Ici aussi, il conviendrait que ces termes soient davantage explicités.

Comme l'a indiqué l'officier délégué, il n'existe actuellement qu'un seul corps spécial à l'armée, le corps interforce des musiciens. Mais, à l'avenir, il se pourrait que d'autres corps spéciaux soient mis en place.

Ces explications devraient figurer dans l'exposé des motifs, dans le commentaire de l'article examiné.

Article 46

La délégation que consacre l'article 39 en projet au profit du Ministre de la Défense nationale afin qu'il établisse les règles suivant lesquelles les chefs hiérarchiques donnent leur avis sur la manière de servir de l'officier et sur son aptitude, est trop vague.

C'est au législateur, qu'il appartient, conformément à l'article 182 de la Constitution, d'adopter les règles relatives à l'avancement de militaires.

Article 58

Il est renvoyé aux observations déjà formulées sous l'article 34 du projet, s'agissant cette fois de la "non-activité par mesure disciplinaire".

Articles 59 et 60

Il est renvoyé aux observations déjà formulées sous les articles 35 et 36 du projet.

Article 62

Le commentaire de cette disposition ne permet pas d'en apprécier la portée exacte. Par ailleurs, le Conseil d'Etat constate, que dans sa version actuelle, l'article 91 de la loi du 1er mars 1958, précitée, est plus précis, l'affectation des officiers de réserve y étant réglée par le Ministre de la Défense nationale mais suivant les nécessités de l'encadrement des forces armées mobilisées.

Il ressort des explications de l'officier délégué que dans le contexte actuel, l'affectation des officiers de réserve doit pouvoir intervenir en dehors de la mobilisation des forces armées tout en tenant compte des besoins d'encadrement de celles-ci.

Mieux vaut, dès lors, simplement supprimer le terme "mobilisées".

Articles 67 et 68

Ces dispositions du projet modifient la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical afin d'y consacrer les notions de "corps et de spécialités".

A cet égard, il est fait référence aux observations déjà formulées sous les articles 35 et 36 du projet.

Article 69

Cette disposition étant, dans ses principes, similaire à l'article 37 du projet, il est renvoyé à l'observation formulée sous cette disposition.

Dans le texte français du nouvel article 3bis, en projet, il y a lieu d'écrire "groupe de grades".

Article 77

Cette disposition étant similaire à l'article 34 du projet, il est renvoyé aux observations formulées sous cette disposition.

Il convient cependant de préciser au 2° de l'article 27bis en projet de la loi du 27 décembre 1961, précitée, qu'il s'agit d'un retrait définitif "d'emploi".

Article 81

Cette disposition étant similaire en ses principes avec l'article 46 du projet, il est renvoyé aux observations formulées sous cette disposition.

Article 82

1. En vertu de l'article 39 de la loi du 27 décembre 1961, précitée, pour pouvoir être nommé au grade d'adjudant-chef, il faut, d'une part, dix années d'ancienneté de sous-officier du cadre actif et, d'autre part, être classé en ordre utile à un concours de qualification.

L'article 39 en projet maintient la condition d'ancienneté, mais remplace le classement en ordre utile à un concours de qualification par la réussite d'un examen de qualification.

Il ressort du commentaire de cette disposition que désormais, le candidat adjudant-chef, réunissant les deux conditions précitées, ne sera nommé à ce grade que si un comité le recommande favorablement.

Or, la disposition en projet reste silencieuse sur cette "recommandation favorable", et, singulièrement, sur les critères objectifs en fonction desquels le candidat adjudant-chef sera évalué.

Conformément aux exigences de l'article 182 de la Constitution, la disposition en projet doit être complétée afin de garantir l'objectivité de ces nominations.

Article 83

Interrogé sur la portée du nouvel alinéa inséré dans l'article 39bis de la loi du 27 décembre 1961, précitée, et plus particulièrement sur la portée de l'exception qu'il consacre, l'officier délégué a expliqué que cette exception se justifie pour les sous-officiers de la force aérienne qui sont mis à la retraite plus tôt.

Afin d'éviter des critiques relatives à la violation des principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination, il convient de compléter le commentaire de cette disposition en mettant en évidence les conditions objectives qui justifient cette différence de traitement.

Article 84

Cette disposition insère un article 39ter dans la loi du 27 décembre 1961, précitée, qui permet au Ministre de la Défense nationale d'octroyer les grades de premier sergent-major et d'adjudant aux sous-officiers de carrière les plus méritants et ce, une ou deux années plus tôt.

L'appréciation des mérites des candidats aura lieu selon des règles fixées par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Compte tenu de l'article 182 de la Constitution qui prévoit que les règles relatives à l'avancement des militaires doivent être consacrées par la loi et au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, il convient que le législateur lui-même fixe les critères objectifs en fonction desquels les mérites des candidats doivent être appréciés.

La disposition en projet sera en conséquence fondamentalement revue.

Article 86

Dans le texte français du nouvel article 42, alinéa 1er, en projet, il y a lieu d'écrire "les mêmes".

Comme en a convenu l'officier délégué, à l'alinéa 3 en projet, il y a lieu de lire, dans le texte français, "L'appellation du grade ..." au lieu de "L'application du grade", comme dans l'article 100 du projet.

Article 92

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire "remplacé par la loi du 21 décembre 1990" en lieu et place de "modifié par les lois des 13 juillet 1976 et 21 décembre 1990".

Cette observation vaut également pour l'article 93 du projet.

Article 97

Cette disposition insère un article 7ter dans la loi du 12 juillet 1973, précitée, dont le contenu est similaire à celui de l'article 39ter en projet de la loi du 27 décembre 1961, précitée.

Il est, dès lors, renvoyé aux observations formulées sous cette disposition, introduite par l'article 84 du projet.

Article 99

Cette disposition étant similaire à l'article 34 du projet, il est renvoyé aux observations formulées sous cette disposition.

Il convient cependant de préciser au 2° de l'article 18quater en projet de la loi du 12 juillet 1973, précitée, qu'il s'agit d'un retrait définitif "d'emploi".

Articles 102 à 113

Il est renvoyé à l'observation générale.

Article 115

Dans la mesure où cette disposition insère dans la loi du 13 juillet 1976 précitée, la notion de "spécialité", il est renvoyé aux observations déjà formulées sous plusieurs dispositions du projet, et plus particulièrement sous les articles 35 et 36 du projet.

Article 120

1. Tant la loi du 16 mars 1971 sur le travail (article 39) que l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat (article 25) prennent en considération les naissances multiples. Ainsi, le congé de maternité peut débuter, en cas de naissances multiples, la neuvième semaine qui précède la date présumée de l'accouchement.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison objective cette distinction n'est pas consacrée par le texte en projet.

2. Les textes régissant le congé de maternité ont également été adaptés pour tenir compte des mesures de protection édictées par la directive 92/85/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la

santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail (1).

C'est ainsi qu'un congé prénatal est accordé afin de permettre à l'agent féminin enceinte qui est en activité de service, de se rendre à des examens médicaux lorsque ceux-ci ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de services. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service (2).

Il conviendrait que les textes en projet tiennent compte de ces mesures de protection. Ainsi en va-t-il également du travail de nuit des femmes pendant leur grossesse (3).

Les dispositions en projet doivent en conséquence être complétées sur ces différents points.

Article 121

1. La modification apportée à l'article 53bis, alinéa 1er,de la loi du 13 juillet 1976, précitée, doit également intervenir à l'article 53ter, alinéa 1er, de la même loi.

---

(1) J.O.C.E., du 28/11/1992 n° L 348 P. 1 à 8.

(2) Voir, notamment, l'article 30 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité, ainsi que l'article 39bis de la loi du 16 mars 1971, précitée.

(3) Voir, notamment, l'article 7 de la directive 92/85/CEE du 19 octobre 1992, précitée, et l'article 43 de la loi du 16 mars 1971, précitée.

2. La loi du 13 juillet 1976, précitée, fait une distinction entre le congé parental en cas de naissance d'un enfant et le congé d'accueil lorsque l'enfant est recueilli dans un foyer en vue de son adoption.

Or, l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité, accorde aux agents de la fonction publique fédérale le congé parental tant pour la naissance d'un enfant que pour son adoption et ce conformément à la directive 96/34/CE du Conseil du 3 juin 1996 concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES (1).

Compte tenu de la portée générale de cet accord-cadre la clause 1.2. prévoit qu'il "s'applique à tous les travailleurs, hommes et femmes, ayant un contrat ou une relation de travail définie par la législation ...", il convient d'adapter les textes en projet afin de les rendre conformes aux exigences de la directive précitée.

Article 124

En vertu de l'article 55 en projet, les militaires pourront désormais bénéficier d'un congé lorsqu'ils souhaitent s'occuper d'une personne nécessitant des soins palliatifs.

(1) J.O.C.E. du 19 juin 1996, n° L 145, p. 4 à 9.

Tant l'inspecteur des Finances (1) que le Ministre de l'Emploi et du Travail (2) ont, dans leurs avis respectifs, invité l'auteur du projet à aligner le texte en projet sur les dispositions en vigueur pour les agents de la fonction publique fédérale.

L'article 55 en projet consacre cependant d'autres principes que ceux qui régissent la matière pour les agents de la fonction publique fédérale.

Ainsi, au niveau fédéral, les agents sont autorisés en vertu de l'article 117 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité, à interrompre leur carrière "pour un mois, éventuellement prolongeable d'un mois, pour donner des soins palliatifs à une personne en vertu des articles 100bis et 102bis de la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales".

Or, en l'espèce, la durée du congé est au maximum de trois mois, avec un maximum de six mois pour l'ensemble de la carrière du militaire.

Il appartient à l'auteur du projet de justifier objectivement cette différence de traitement sous peine de violer les articles 10 et 11 de la Constitution, consacrant les principes d'égalité et de non-discrimination.

---

(1) Voir son avis donné le 4 février 1998.

(2) Voir la lettre du ministre du 18 novembre 1998.

Article 125

L'article 2, § 3, 3°, de la loi du 1er septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public et aux chômeurs mis au travail dans ce secteur fait une référence à la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical.

La modification a pour objet de changer, dans la loi du 1er septembre 1980, l'intitulé de la loi du 11 juillet 1978, précitée.

Or, la loi en projet ne modifie pas en tant que tel l'intitulé de la loi du 11 juillet 1978, précitée.

Mieux vaut le faire explicitement dans une disposition du projet.

Article 131

L'article 20bis en projet de la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical consacre la notion de "mesures statutaires". Il est, dès lors, renvoyé aux observations déjà formulées sous l'article 34 du projet.

Dans le texte français du nouvel article 20bis, 2°, il convient d'écrire "visée".

Articles 132 et 133

Etant donné qu'il s'agit de consacrer dans la loi du 18 février 1987, précitée, les notions de "corps" et de "spécialités", il est renvoyé aux observations formulées sous les articles 35 et 36 du projet.

Article 134

Cette disposition étant similaire au principe de l'article 62 du projet, il est renvoyé au commentaire de cette disposition.

Article 135

Il est suggéré d'écrire "conformément aux dispositions du chapitre VI et du présent chapitre".

Article 137

L'article 34, alinéa 4, en projet soumet aux comités d'avancement les candidatures aux grades de sous-officier supérieur de réserve selon la réglementation applicable aux sous-officiers de carrière.

Il y a lieu, dans un souci de sécurité juridique, de mentionner explicitement les dispositions qui sont rendues applicables en l'espèce.

Pour le reste, il est renvoyé aux observations déjà formulées sous l'article 82 du projet.

Article 144

La proposition initiale de l'article 144, § 3, alinéa 2 : "Afin de tenir compte de la répartition linguistique recherchée", se présente comme le motif des règles portées par la suite du texte et comme la condition de leur mise en oeuvre.

Une telle indication n'a pas sa place dans le dispositif d'une loi; elle est en effet dépourvue de portée normative tant que le point d'équilibre n'est pas déterminé; or, l'exposé des motifs reste muet sur cette question.

Article 145

Alors que l'article 9bis actuel de la loi du 21 décembre 1990, précitée, énonce les conditions que doivent remplir les militaires court terme pour pouvoir présenter leur candidature en vue de leur participation à une formation organisant leur passage dans le cadre du personnel de carrière ou de complément, l'article 9bis en projet habilite désormais le Roi à déterminer ces conditions.

Conformément à l'article 182 de la Constitution en vertu duquel il revient à la loi de déterminer le mode de recrutement à l'armée, de telles conditions doivent être maintenues dans la loi.

Par ailleurs, pour ce qui est du "modèle psychométrique", il est renvoyé aux observations formulées sous l'article 13bis en projet de la même loi.

Article 147

La rédaction de l'article 13bis en projet est vague.

D'une part, elle laisse incertain le point de savoir selon quels critères objectifs seront désignées les catégories de personnel dont le classement des candidats se fait selon un modèle psychométrique.

D'autre part, la section de législation n'aperçoit pas la portée exacte de l'alinéa 2. Celui-ci doit être rédigé plus simplement et de manière compréhensible.

Article 150

La disposition en projet autorise le Roi à désigner une autorité qui pourrait fixer "la nature des cours, les examens qui doivent être présentés, les période de stage ou d'évaluation à suivre, les rapports de stage à soumettre

éventuellement et les conditions à remplir pour réussir la formation".

Une telle subdélégation est excessive au regard de l'article 182 de la Constitution.

Article 154

Comme il a déjà été souligné plus haut, la notion de "corps spécial" reste incertaine et doit être définie par le législateur.

La même observation vaut pour l'article 157, 3°, du projet.

Article 157

Cette disposition modifie l'article 31, § 1er, de la loi du 21 décembre 1990, précitée, alors que la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme a abrogé pour partie cette disposition.

Le Conseil d'Etat ne voit pas la nécessité de maintenir encore cette disposition en vigueur pour certaines catégories de militaires.

Comme en a convenu l'officier délégué, il convient d'abroger complètement cette disposition.

Article 159

Cette disposition complète l'article 5 de la loi du 20 mai 1994, précitée, afin d'organiser la réintégration du militaire court terme dont l'engagement a été résilié sur la base de l'article 19, alinéa 1er, 3°, a), de la même loi et qui a échoué dans sa formation pour devenir militaire du cadre actif.

Le texte en projet manque de clarté quant à la durée de l'engagement additionnel. Sera-t-il au total de deux ans ou de quatre ans ?

Selon l'officier délégué, la durée de l'engagement additionnel doit couvrir la période du premier engagement qui n'a pas été prestée comme militaire court terme.

Il convient de revoir en ce sens la formulation de la disposition examinée.

Article 160

Cette disposition étant similaire à l'article 147 du projet, il est renvoyé aux observations formulées sous cet article.

Article 162

Il doit revenir au Roi seul le pouvoir de fixer le profil médical des candidats volontaires.

Article 164

Une nouvelle fois, la réintégration du militaire court terme aura lieu "aux conditions et selon les modalités que le Roi fixe".

De telles délégations sont imprécises et doivent être mieux circonscrites.

Article 165

Le 5° en projet de l'article 19, alinéa 1er, de la loi du 20 mai 1994, précitée, étant similaire à la modification apportée à l'article 14, § 1er, alinéa 1er, 5°, de la même loi par l'article 162 du projet, il est fait référence à l'observation formulée sous cette dernière disposition.

Article 166

Le Conseil d'Etat constate une contradiction entre le commentaire de cette disposition et le dispositif en projet.

En effet, alors que le commentaire indique que la résiliation d'office du rengagement survient notamment lorsque "le militaire concerné s'est rendu coupable de faits graves incompatibles avec son état de militaire ou lorsqu'il est condamné à un emprisonnement militaire d'un mois au moins du chef d'une infraction réprimée par le Code pénal militaire", la disposition en projet oblige, d'une part, ce

militaire à effectuer des rappels durant une période de dix ans et, d'autre part, prévoit sa nomination au grade de soldat, avec l'ancienneté que le Roi fixe.

La cohérence entre le commentaire de la disposition et son contenu échappe au Conseil d'Etat : pourquoi maintenir dans l'armée quelqu'un qui s'est rendu coupable de faits incompatibles avec son état de militaire ? Cette incohérence doit être levée.

Article 170

Le commentaire de cette disposition est plus explicite que la disposition elle-même.

Mieux vaut rédiger l'article 10, alinéa 4, de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver, de la manière suivante :

"La sous-position "en assistance" est la sous-position de chaque militaire qui participe à une mission visée à l'article 3, § 1er, 2°, b). Le militaire visé à l'alinéa 1er ne peut être dans cette sous-position "en assistance" sauf pour l'accomplissement de missions sur le territoire national".

Article 171

Cette disposition insère un paragraphe 3ter dans l'article 3 de la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires afin de faire bénéficier les militaires en congé pour soins palliatifs d'une allocation similaire à celle qui est octroyée à la suite d'un retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière.

Outre les observations qui ont été formulées sous les articles 123 et 124 du projet, il convient de constater que l'allocation d'interruption a été insérée dans la loi du 20 mai 1994 par un arrêté royal de pouvoirs spéciaux du 24 juillet 1997 instaurant le régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours et le régime de départ anticipé à mi-temps pour certains militaires et modifiant le statut des militaires en vue d'instaurer le retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière.

La loi du 12 décembre 1997, qui a notamment confirmé cet arrêté royal, a fait l'objet d'un recours en annulation devant la Cour d'Arbitrage.

Dans son arrêt n° 52/99 du 26 mai 1999, la Cour d'Arbitrage a annulé partiellement des dispositions ainsi confirmées législativement jugeant qu'elles n'entraient pas dans le cadre des pouvoirs spéciaux attribués au Roi.

Suite à cette jurisprudence, la section de législation du Conseil d'Etat, saisie sur la base de l'article 3, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat a été invitée à donner son avis sur un avant-projet de loi

intégrant les dispositions de l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux du 24 juillet 1997, précité et abrogeant cet arrêté.

A ce jour, le projet est toujours en discussion au Parlement (1).

Compte tenu de cette situation, la section de législation peut difficilement se prononcer, en l'espèce, sur l'octroi d'une allocation d'interruption dont le régime juridique est encore incertain.

Article 174

L'alinéa 1er en projet vise à modifier directement, par une loi, et dans une seule disposition formulée en des termes très généraux, "dans toutes les lois et arrêtés relatifs aux forces armées et à leur personnel", la dénomination "force navale" en "marine".

La technique ainsi utilisée appelle une objection d'ordre légistique fondée sur des motifs de clarté et de sécurité juridique.

Il serait préférable de n'inscrire dans cette disposition que le principe de la modification de la dénomination, et d'habiliter le Roi à modifier en ce sens

(1) Doc. parl. Ch., sess. 1999-2000, n° 375/1.

les lois relatives aux forces armées et à leur personnel (1).

Article 175

Le commentaire de cette disposition n'est guère explicite sur les raisons pour lesquelles seules certaines dispositions en projet sont rendues applicables "aux militaires transférés du corps administratif et logistique de la gendarmerie".

Par ailleurs, il convient de corriger le texte en indiquant qu'il s'agit de militaires transférés vers le corps administratif et logistique de la gendarmerie.

Article 177

En vertu de cette disposition, il appartient au Roi de déterminer les mesures transitoires nécessaires à la mise en oeuvre des dispositions en projet.

Une telle délégation au Roi est inadmissible; les mesures transitoires sont en effet étroitement liées aux

(1) Voir dans le même sens l'avis L. 29.876/1 du 24 février 2000 sur un avant-projet de loi "modifiant la dénomination du Secrétariat permanent de recrutement". Cette technique a, par exemple, été utilisée à l'article 99 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat qui habilite le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, à mettre le texte du Code électoral en concordance avec la Constitution (Moniteur belge du 27 juillet 1993).

nouvelles règles juridiques en projet en ce qu'elles aménagent le passage du régime juridique antérieur au nouveau régime.

Conformément à l'article 182 de la Constitution, dans le souci de sauvegarder la cohérence du présent projet et de ne pas porter atteinte aux droits acquis des militaires, le pouvoir de fixer de telles règles transitoires revient au législateur.

La disposition en projet sera en conséquence fondamentalement revue.

Article 178

1. Cette disposition n'est pas commentée dans l'exposé des motifs.

Afin de permettre aux parlementaires de comprendre pourquoi il est nécessaire de procéder, en plusieurs phases, à l'entrée en vigueur des dispositions en projet, un tel commentaire doit être rédigé.

2. Par ailleurs, le Conseil d'Etat observe que l'article 178, alinéa 3, confère un effet rétroactif à l'article 90 du projet, ce qui ne saurait, en principe, être admis, sauf circonstances exceptionnelles sur lesquelles la section de législation n'est pas en mesure de se prononcer, aucune justification n'étant donnée à la rétroactivité envisagée.

ALGEMENE OPMERKING

In het besluit van de Ministerraad van 4 februari 2000 over het voorontwerp van wet dat heden door de afdeling wetgeving van de Raad van State is onderzocht, staat het volgende te lezen :

> "En outre, il est convenu que les articles qui ont trait au règlement disciplinaire des Forces armées seront évalués et, le cas échéant, amendés, pendant la procédure parlementaire, en fonction de la révision envisagée dudit règlement.".

Volgens de uitleg van de gemachtigde officier is een werkgroep opgericht die moet nagaan hoe de tuchtregeling van de krijgsmacht kan worden aangepast aan de vakbondseisen.

Volgens de vakorganisaties dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de operationele militairen en de militairen die hoofdzakelijk administratieve taken verrichten. Ze zijn van oordeel dat eenzelfde tuchtregeling voor al het militaire personeel niet langer aanvaardbaar is.

Deze problematiek wordt momenteel door de werkgroep onderzocht. Die werkgroep zou bijgevolg voorstellen kunnen doen die afwijken van de ontworpen bepalingen, dat wil zeggen van de artikelen 102 tot 113 van het ontwerp.

Er wordt op gewezen dat de afdeling wetgeving altijd pas in laatste instantie om advies mag worden verzocht. Dat betekent enerzijds dat de steller van het ontwerp, voordat hij de afdeling wetgeving om advies vraagt,

zijn regeling eerst moet voorleggen aan de andere adviesorganen waarvan het advies verplicht is, en anderzijds, dat hij de afdeling wetgeving altijd een definitief ontwerp moet voorleggen, dat eventueel is aangepast op basis van de genoemde adviezen.

Dat is hier niet geschied.

De raadpleging van de Raad van State omtrent de artikelen 102 tot 113 van het ontwerp is dan ook voorbarig.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Aangezien het voorontwerp van wet alleen bepalingen tot wijziging van talrijke bestaande wetsbepalingen bevat, dient voorkomen te worden dat hieraan een opschrift wordt gegeven dat de indruk wekt dat de regeling op zichzelf bestaat. Bijgevolg wordt het volgende opschrift voorgesteld :

"Wet tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de statuten van het militair personeel".

Dispositief

Opmerking die geldt voor de artikelen 2 tot 11 van het ontwerp

Afdeling 1 van hoofdstuk I van het ontwerp brengt verscheidene wijzigingen aan in de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School.

Gezien die wijzigingen wordt, ter wille van de rechtszekerheid, aanbevolen de genoemde wet van 18 maart 1838, waarvan talrijke bepalingen zijn opgeheven (dat geldt voor de artikelen 4 tot 6, 9, 11 tot 17, 19 en 21 tot 27), volledig te vervangen.

Artikel 2

1. In de inleidende zin schrijve men "vervangen bij de wet van 6 juli 1967".

2. Om te voorkomen dat de benaming "Koninklijke Militaire School" voortdurend in de regeling zelf wordt herhaald, wordt voorgesteld in onderdeel 1° van het ontworpen artikel 1 van de genoemde wet van 18 maart 1938 de woorden "hierna de School te noemen" in te voegen na de woorden "de Koninklijke Militaire School".

3. In onderdeel 2° van hetzelfde ontworpen artikel is er sprake van leerlingen die aanvaard zijn door de Minister van Landsverdediging. De betrokken bepaling zegt echter niets over de voorwaarden voor zulk een aanvaarding en over de procedure die daarbij wordt gevolgd.

Uit de uitleg van de gemachtigde officier blijkt dat de Minister van Landsverdediging in de praktijk dezelfde criteria hanteert als die welke gelden voor de toelating van de kandidaat-officieren. Voorzover hem bekend, bestaat er evenwel geen enkele regeling die die voorwaarden voor de toegang tot het onderwijs van de Koninklijke Militaire School vaststelt.

De ontworpen bepaling moet op dat vlak duidelijker zijn en de betrokken criteria vaststellen.

Artikel 3

1. De ontworpen regeling is slecht gesteld voorzover uit de vergelijking van het ontworpen eerste lid en het ontworpen tweede lid blijkt dat de Koninklijke Militaire School zelf, doch niet de commandant ervan, belast kan worden met aanvullende of "bijkomende" (lees : extra) opdrachten.

Bovendien wordt de aard van de betrokken opdrachten nergens gepreciseerd. Volgens de uitleg die is verstrekt, zou het bijvoorbeeld gaan om de voorbereiding van de kandidaat-officieren-industrieel ingenieurs op de wettelijke taalexamens.

De tekst moet worden herzien om alle verwarring tussen de School en de commandant ervan te voorkomen en om de aard van de aanvullende en extra opdrachten nader te omschrijven.

2. In het ontworpen artikel 1bis, paragraaf 1, schrijve men om, zoals het hoort, duidelijk aan te geven dat het om een militaire instelling gaat en om alle verwarring met de universiteiten van de Gemeenschappen of gesubsidieerd door de Gemeenschappen te voorkomen, het volgende :

"Artikel 1bis. § 1. De Koninklijke Militaire School is een militaire instelling die belast is met het verstrekken van onderwijs op universitair niveau met het oog op de militaire en sportieve opleiding en de intellectuele en karakteriële vorming van de leerlingen.".

Om dezelfde reden dient vermeden te worden dat in het onderzochte ontwerp een terminologie wordt gehanteerd die rechtstreeks ontleend is aan de organisaties van de universiteiten, zoals de begrippen faculteit, faculteitsraad en academische raad.

De artikelen 3, § 3, 4, 6 en 9 van het ontwerp moeten dienovereenkomstig worden herzien.

3. In de paragrafen 4 en 5 van het ontworpen artikel 1bis worden de academische graden opgesomd die verleend kunnen worden aan diegenen die geslaagd zijn voor de opleiding gevolgd aan de Koninklijke Militaire School.

Uit de toelichting bij deze bepaling blijkt dat het gaat om een loutere "formele aanpassing die conform is met de wijziging door de wet van 2 oktober 1992 van artikel 1 van de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs".

De wet van 2 oktober 1992 heeft artikel 1 van de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs inderdaad gewijzigd, zodat de leerlingen van de Koninklijke Militaire School, naar gelang van het behaalde diploma, ofwel de titel van kandidaat-burgerlijk ingenieur polytechnische afdeling of van burgerlijk ingenieur polytechnische afdeling konden voeren, ofwel van kandidaat of licentiaat in de sociale en militaire wetenschappen of in de militaire en luchtvaartwetenschappen of in de militaire en zeevaartwetenschappen.

De oorsprong van deze wet ligt in een wetsvoorstel dat bij de Senaat is ingediend door de heer Lallemand c.s. (1).

Zoals uit de toelichting bij dat wetsvoorstel en uit de artikelsgewijze bespreking blijkt, is het de bedoeling

> "verder te gaan dan het verlenen van de toestemming aan de officieren van de Koninklijke Militaire School de titel van burgerlijk ingenieur en van licentiaat te voeren met de door de Koning bepaalde kwalificatie ...

---

(1) Gedr. St. Senaat, zitting 1990-1991, nr. 1240-1.

> Door een littera d in te voegen in artikel 1, III, van de voornoemde wet (wet van 11 september 1933) worden de drie begrippen, titel, graad en diploma onlosmakelijk met elkaar verbonden daar het recht de titel van de academische graad (negotium) te voeren noodzakelijkerwijze betekent dat men die graad bezit evenals het diploma dat er het instrumentum van is.
>
> Die bepaling maakt aldus een einde aan de tegenstrijdige interpretaties in de rechtspraak en machtigt de Koninklijke Militaire School de diploma's van de academische graden uit te reiken die daarin worden opgesomd." (1).

De gemeenschappen hebben van hun kant in overstapmogelijkheden voorzien tussen de universiteiten en de Koninklijke Militaire School, en ze hebben de voorwaarden vastgesteld waaronder diegenen die afgestudeerd zijn aan de Koninklijke Militaire School toegang kunnen hebben tot studies of opleidingen die door de universiteiten georganiseerd zijn (2).

De onderzochte bepalingen strekken ertoe respectievelijk de graden van "kandidaat-burgerlijk ingenieur-polytechnicus" en "burgerlijk ingenieur-polytechnicus" "in te stellen", alsook de graden van "kandidaat in de sociale en militaire wetenschappen", "kandidaat in de militaire en luchtvaartwetenschappen" en "kandidaat in de militaire en zeevaartwetenschappen".

---

(1) Deze uitleg is niet ter discussie gesteld door het Arbitragehof (Zie Arbitragehof, arrest nr. 32/94 van 9 april 1994, blz. 414, B.4.1.).

(2) Zie het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap, en het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden.

Die bepalingen zijn eigenlijk overbodig, aangezien de federale wetgever de betrokken graden reeds bij de wijzigingswet van 2 oktober 1992 heeft ingesteld.

Op die wijze zou de steller van het ontwerp bovendien rechtsonzekerheid doen ontstaan, aangezien de ontworpen wet in werking treedt op een door de Koning vast te stellen datum, en uiterlijk op 1 januari 2001. Ze zou dus vele jaren na de wet van 2 oktober 1992 in werking treden.

Daaruit zou kunnen worden afgeleid dat diegenen die afgestudeerd zijn aan de Koninklijke Militaire School na de inwerkingtreding van laatstgenoemde wet, maar vóór de inwerkingtreding van de ontworpen wet, niet de genoemde graden mogen voeren.

Het besluit is dan ook dat de paragrafen 4 en 5 van de onderzochte bepaling moeten vervallen.

Artikel 4

Met betrekking tot het eerste lid van het ontworpen artikel 1ter behoort nader aangegeven te worden aan welke universitaire studies het programma van de "faculteit" sociale en militaire wetenschappen van de Koninklijke Militaire School gelijkwaardig moet zijn.

In het ontworpen tweede lid schrijve men bij voorkeur is "het programma gebaseerd op het onderwijs van" in plaats van "wordt het programma georiënteerd op het onderwijs van".

Wat het voorgestelde onderwijs betreft, is het de Raad van State niet duidelijk wat juist bedoeld wordt met "sociale en gedragswetenschappen" en met "specifieke militaire wetenschappen".

Volgens de uitleg van de gemachtigde officier worden met het eerste zowel de sociale als de economische wetenschappen bedoeld, en met het tweede onder meer het van de onderwijs van de ballistiek.

Die uitleg moet worden opgenomen in de bespreking van de ontworpen bepaling.

Artikel 5

1. In algemene zin valt op te merken dat in de inleidende zinnen alleen de nog geldende wijzigingen van de gewijzigde regeling hoeven te worden vermeld.

Zo schrijve men in de inleidende zin van het onderzochte artikel "vervangen bij de wet van 21 december 1990" in de plaats van "gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1964 en 21 december 1990".

2. Het ontworpen artikel 2, eerste lid, bepaalt het volgende "De leerlingen bedoeld in artikel 1, 1°, (...) hebben de hoedanigheid van kandidaat.".

Die precisering is overbodig, aangezien het ontworpen artikel 1, 1°, hun die hoedanigheid reeds toekent.

3. Met betrekking tot het ontworpen artikel 2, tweede lid, wordt in verband met de aanvaarding van de leerlingen bedoeld in het ontworpen artikel 1, 2°, verwezen naar de opmerking die bij die bepaling is gemaakt.

Bovendien schrijve men in de Franse tekst "sous-crivent à". Deze opmerking geldt ook voor artikel 159 van het ontwerp.

Om wetgevingstechnische redenen is het ten slotte verkieslijk de "Koninklijke Militaire School" of de "School" met hoofdletters te schrijven.

Artikel 6

1. In de inleidende zin schrijve men "vervangen bij de wet van 25 augustus 1920 en gewijzigd bij de wet van 16 maart 1994".

2. Het ontworpen artikel 7 legt de organisatie vast van de Koninklijke Militaire School.

In het ontworpen onderdeel 2° is er sprake van "centra en diensten", en in het ontworpen onderdeel 3° van "een speciale divisie en een voorbereidende divisie".

Volgens de uitleg van de gemachtigde officier kan de term "centra" onder meer duiden op een studiecentrum van een "faculteit". Indien dat zo is, is het de Raad van State niet duidelijk welk nut het heeft naar die centra te verwijzen.

Wat de begrippen "speciale divisie en voorbereidende divisie" betreft, heeft de gemachtigde officier uitgelegd dat de speciale divisie onder meer de leerlingen omvat die een opleiding volgen buiten de Koninklijke Militaire School of in het kader van sociale promotie, terwijl de voorbereidende divisie de leerlingen omvat die aanvaard zijn en die zich voorbereiden op het toelatingsexamen van de Koninklijke Militaire School.

Dat moet vermeld worden in de bespreking van het onderzochte artikel.

Bovendien rijst de vraag of, gezien die nieuwe organisatie, geen wijzigingen hoeven te worden aangebracht in artikel 10 van de genoemde wet van 18 maart 1838, aangezien daarin verwezen wordt naar functies zoals die van "leider der studiën", "bestendige examinators" en "burgerlijke repetitors", die niet meer genoemd worden in het ontworpen artikel 7.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat het ontworpen artikel 7 duidelijker moet zijn over de wijze waarop die personen worden ingepast in de verschillende structuren van de Koninklijke Militaire School.

Artikel 9

De delegatie die in artikel 20 aan de Koning wordt verleend is te ruim. Het is van belang dat de wetgever zelf de samenstelling, de bevoegdheden en de basisregels voor de werkwijze van de verschillende organen van de School vaststelt.

Artikel 12

1. In de inleidende zin schrijve men "vervangen bij de wet van 28 december 1990".

2. In het ontworpen artikel 4, vierde lid, van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger dienen de bepalingen van het statuut van de kandidaat-militairen die de herziening van de anciënniteit regelen, te worden aangeduid.

3. In hetzelfde artikel 4 wordt een zesde lid ingevoegd. De Raad van State vraagt zich af wat de juiste strekking is van de erin voorkomende woorden "door een ongeval of een ziekte ingevolge een met de dienst verband houdend feit".

Volgens de gemachtigde officier dienen die woorden in enge zin te worden uitgelegd. Zo bijvoorbeeld kan een ongeval dat gebeurd is op de "weg naar of van het werk" niet in aanmerking worden genomen; het ongeval moet het gevolg

zijn van omstandigheden die eigen zijn aan de activiteiten die plaatsvinden in dienstverband, zoals bijvoorbeeld een wonde opgelopen bij een schietoefening.

Zulke preciseringen moeten op zijn minst in de bespreking van de ontworpen bepaling worden opgenomen.

Artikel 13

In de inleidende zin schrijve men "vervangen bij de wet van 30 juli 1955 en gewijzigd bij de wet van 28 december 1990".

Artikel 14

In de inleidende zin schrijve men "vervangen bij de wet van 30 juli 1955 en gewijzigd bij de wetten van 10 juni 1970 en 28 december 1990".

In de Franse tekst van het ontworpen nieuwe artikel 7, § 1, 6°, wordt voorgesteld "détermine" te schrijven in plaats van "fixe".

Artikel 15

In de inleidende zin dient ook de wijziging die bij de wet van 26 maart 1999 is aangebracht te worden vermeld.

Artikel 16

Uit de uitleg van de gemachtigde officier blijkt dat het taalexamen waarvan sprake in het ontworpen artikel 9bis, paragraaf 1, tweede lid, gaat over de kennis van de tweede taal zoals die wordt aangeleerd tijdens de eerste drie studiejaren van het secundair onderwijs.

De ontworpen bepaling moet in die zin worden aangevuld.

Artikel 19

Het ontworpen onderdeel 1°bis van artikel 3 van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren bepaalt dat de kandidaat-hulpofficier van de luchtmacht onder meer "de voor de staat van officier onontbeerlijke morele, karakteriële en fysieke hoedanigheden" moet bezitten om aanvaard te kunnen worden.

Het preciseert echter niet op basis van welke criteria die verschillende kwaliteiten worden beoordeeld. Er dient dan ook verwezen te worden naar de wetteksten waarin die criteria zijn vastgelegd voor de kandidaat-militairen van het actief kader, namelijk de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader, en inzonderheid naar artikel 15.

De gemachtigde officier is dezelfde mening toegedaan.

Artikel 20

Artikel 20 van het ontwerp strekt ertoe de woorden "van rechtswege" in artikel 4bis, derde lid, van de voornoemde wet van 23 december 1995 te vervangen door het woord "automatisch".

Andere artikelen van het ontwerp bevatten dezelfde wijziging.

Dat is het geval met de artikelen 31, 53, 55, 56, 75, 95, 1°, 128, 2°, 129, 146, 148, 149, 151, 1°, 153, 155, 1°, 163 en 165, 1°.

Zoals de gemachtigde officier heeft uitgelegd, wordt die wijziging voorgesteld naar aanleiding van een arrest van de afdeling administratie van de Raad van State (1), die geoordeeld heeft dat de handeling waarbij een personeelslid in disponibiliteit wordt gesteld, door de woorden "van rechtswege" niet declaratief wordt. Die woorden houden alleen in dat de overheid op dat gebied geen enkele discretionaire macht heeft en onvoorwaardelijk verplicht is het personeelslid in disponibiliteit te stellen.

---

(1) Zie arrest nr. 41.550 van 11 januari 1993 in zake Marcel Delsa tegen de Franse Gemeenschap.

Door de woorden "van rechtswege" door het woord "automatisch" te vervangen, wil men de militaire overheid ontlasten van het stellen van sommige handelingen, waardoor het juridische gevolg van de totstandkoming van bepaalde omstandigheden dan rechtstreeks uit de regelgevende tekst voortvloeit.

In werkelijkheid heeft het woord "automatisch" niet de betekenis die de steller van het ontwerp eraan geeft. Dat begrip is immers synoniem met "op een vooraf bepaalde wijze" of "zich geregeld voordoend als gevolg van een administratieve regeling".

De uitdrukking "van rechtswege", zoals die wordt omschreven in het voornoemde arrest Delsa waarnaar de gemachtigde officier verwijst, komt voor in artikel 9 van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het personeel van de onderwijsinstellingen van de Gemeenschappen, waarin staat dat het personeelslid van rechtswege in disponibiliteit wordt gesteld wanneer het wegens ziekte afwezig is nadat het maximumaantal verlofdagen die hem om die reden kunnen worden toegekend, opgenomen zijn.

Volgens het arrest heeft de administratieve overheid op dat gebied weliswaar geen enkele discretionaire macht, maar dat neemt niet weg dat een indisponibiliteitstelling een beslissing is die rechten doet ontstaan. Met

andere woorden, in dat geval moet er sprake zijn van een beslissing (1).

Aangezien het woord "automatisch" hier ongeschikt is en aangezien er sprake moet zijn van een constitutieve of een declaratieve ambtelijke beslissing, al was het maar voor de rechtszekerheid, is het beter de woorden "van rechtswege" niet te vervangen door het woord "automatisch".

Artikel 21

In de inleidende zin vervallen de woorden "gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 23 van het ontwerp.

Artikel 22

Deze bepaling herstelt artikel 8 van de voornoemde wet van 23 december 1955, dat is opgeheven bij de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht.

---

(1) Zie, in die zin, arrest nr. 82.420 van 27 september 1999 van de Raad van State, in zake Annie Deville tegen de Franse Gemeenschap.

Inhoudelijk hoort deze nieuwe bepaling evenwel niet thuis in artikel 8. Het zou beter zijn ze aan het begin van de wet in te voegen, bijvoorbeeld in een artikel 3bis.

Artikel 26

In de inleidende zin schrijve men "vervangen bij de wet van 13 juli 1976" in plaats van "gewijzigd bij de wetten van 27 december 1973 en 13 juli 1976".

Artikel 28

In de inleidende zin schrijve men "vervangen" in plaats van "gewijzigd".

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 33, 44, 45, 66, 76, 87, 94, 96, 98, 117, 128 en 155 van het ontwerp.

Artikel 30

De Raad van State vraagt zich af wat de juiste strekking is van de wijziging van artikel 8, § 2, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst. In welke omstandigheden kan de Koning bij wege van aanstelling de graad van brigadegeneraal verlenen voor de uitoefening van het ambt in nationale functies ?

Volgens de uitleg van de gemachtigde officier is die aanstelling noodzakelijk wanneer het Belgische leger samenwerkt met een buitenlandse krijgsmacht waar de graad van brigade-generaal vastgelegd is.

Aangezien die aanstelling noodzakelijk is op grond van de internationale context, moet dit in de ontworpen bepaling worden vermeld.

Artikel 34

1. Bij deze bepaling wordt in de voornoemde wet van 1 maart 1958 een artikel 24bis ingevoegd met een opsomming van de "statutaire maatregelen" (beter : rechtspositionele maatregelen") die tegen een officier kunnen worden genomen.

Toen aan de gemachtigde officier is gevraagd wat de woorden "statutaire maatregelen" precies inhouden, heeft hij uitgelegd dat het gaat om maatregelen die zich onderscheiden van tuchtmaatregelen.

In het ontworpen onderdeel 1° wordt evenwel "de tijdelijke ambtsontheffing bij tuchtmaatregel" vermeld.

Krachtens hoofdstuk V van het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering der beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst kan de tijdelijke ambtsontheffing een voorlopige schorsing bij ordemaatregel (art. 22) of een op non-activiteitsstelling bij tuchtmaatregel (art. 23) zijn.

De ontworpen bepaling moet dus uitdrukkelijk op de voorlopige schorsing bij ordemaatregel slaan.

2. Bovendien blijkt uit de bespreking van deze bepaling dat ze "mutatis mutandis vergelijkbaar (is) met de bepaling die in de tuchtwet de opsomming geeft van de tuchtstraffen (artikel 22 van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht)".

Deze vergelijking verwondert de Raad van State, want het voornoemde artikel 22 bevat een opsomming van de tuchtstraffen die inzonderheid voor officiers gelden.

Zoals uit de uitleg van de gemachtigde officier blijkt, geeft de bespreking de bedoeling van die vergelijking niet juist weer. In werkelijkheid strekt de ontworpen bepaling ertoe de lijst van de rechtspositionele maatregelen die tegen een officier kunnen worden genomen, vast te leggen, net zoals het voornoemde artikel 22 de lijst van de tuchtstraffen vastlegt.

De bespreking moet op dit punt dienovereenkomstig worden herzien.

Artikelen 35 en 36

Deze bepalingen leggen de begrippen "korpsen" en "specialiteiten" bij het leger vast.

Deze begrippen worden evenwel niet omschreven.

Uit de bespreking van deze bepalingen blijkt : "De krijgsmacht omvat drie krijgsmachtdelen en de medische dienst (bestaande uit korpsen) evenals bijzondere korpsen, met name de intermachtenkorpsen. Tenslotte worden bepaalde korpsen in specialiteiten verdeeld".

Gelet op de invloed die deze nieuwe organisatie van het leger op de rechtspositieregeling van de militairen heeft, moet de strekking van die begrippen overeenkomstig artikel 182 van de Grondwet bij de wet worden verduidelijkt.

De bevoegdheden die op grond van het ontworpen artikel 27 aan de Koning worden overgedragen, moeten dus restrictiever zijn en moeten zich beperken tot het indelen van de militairen in de korpsen.

Artikel 37

In het ontworpen artikel 27bis worden de begrippen "gradengroep" en "bijzondere korpsen" vastgelegd. Ook deze begrippen zouden nauwkeuriger moeten worden omschreven.

Zoals de gemachtigde officier heeft opgemerkt, bestaat er voor het ogenblik maar één bijzonder korps bij het leger, het intermachtenkorps van de muzikanten. Het zou echter kunnen dat er achteraf nog andere bijzondere korpsen worden opgericht.

Die uitleg zou in de memorie van toelichting, in de bespreking van het onderzochte artikel, moeten worden opgenomen.

Artikel 46

In het ontworpen artikel 39 wordt aan de Minister van Landsverdediging de bevoegdheid overgedragen om vast te stellen volgens welke regels de hiërarchische meerderen hun advies over de geschiktheid en over de wijze van dienen van de officier verstrekken. Die bevoegdheidsdelegatie is te vaag.

Overeenkomstig artikel 182 van de Grondwet moet de bevordering van militairen bij de wet worden geregeld.

Artikel 58

Wat de non-activiteit bij tuchtmaatregel betreft, zie de opmerkingen die reeds onder artikel 34 van het ontwerp zijn gemaakt.

Artikelen 59 en 60

Zie de opmerkingen die reeds onder de artikelen 35 en 36 van het ontwerp zijn gemaakt.

Artikel 62

Uit de bespreking van deze bepaling kan niet worden opgemaakt wat deze bepaling precies inhoudt. Bovendien stelt de Raad van State vast dat de huidige versie van artikel 91 van de voormelde wet van 1 maart 1958 nauwkeuriger is. Daarin wordt de aanwijzing van de reserveofficieren geregeld door de Minister van Landsverdediging, maar naargelang van de personeelsbehoeften van de gemobiliseerde krijgsmacht-delen.

Uit de uitleg van de gemachtigde officier blijkt dat de reserveofficieren in de huidige context moeten kunnen worden aangewezen zonder dat de krijgsmachtdelen worden gemobiliseerd, maar rekening houdend met de personeels-behoeften van die krijgsmachtdelen.

Het is dus beter het woord "gemobiliseerde" gewoon te schrappen.

Artikelen 67 en 68

Bij deze bepalingen van het ontwerp wordt de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst gewijzigd en worden de begrippen "korpsen" en "specialiteiten" erin vastgelegd.

In dat verband wordt verwezen naar de opmerkingen die reeds onder de artikelen 35 en 36 van het ontwerp zijn gemaakt.

Artikel 69

Aangezien deze bepaling wat het principe betreft gelijkenis vertoont met artikel 37 van het ontwerp, wordt verwezen naar de opmerking die onder die bepaling is gemaakt.

In de Franse tekst van het nieuwe ontworpen artikel 3bis schrijve men "groupe de grades".

Artikel 77

Aangezien deze bepaling gelijkenis vertoont met artikel 34 van het ontwerp, wordt verwezen naar de opmerkingen die onder die bepaling zijn gemaakt.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 27bis, 2°, van de voornoemde wet van 27 december 1961 moet evenwel worden verduidelijkt dat het gaat om een "retrait définitif d'emploi par démission d'office".

Artikel 81

Aangezien deze bepaling wat het principe betreft gelijkenis vertoont met artikel 46 van het ontwerp, wordt verwezen naar de opmerkingen die onder die bepaling zijn gemaakt.

Artikel 82

1. Krachtens artikel 39 van de voornoemde wet van 27 december 1961 kan slechts tot adjudant-chef worden benoemd diegene die enerzijds tenminste tien jaar anciënniteit als onderofficier van het actief kader heeft, en die anderzijds op basis van een vergelijkend kwalificatie-examen in aanmerking komt voor benoeming.

In het ontworpen artikel 39 wordt de anciënniteitsvoorwaarde behouden; de gegadigde hoeft echter niet langer op basis van een vergelijkend kwalificatie-examen in aanmerking te komen voor benoeming, maar hij moet geslaagd zijn voor een kwalificatie-examen.

Uit de bespreking van deze bepaling blijkt dat de kandidaat-adjudant-chef die aan de twee voornoemde voorwaarden voldoet, voortaan pas in die graad kan worden benoemd als hij gunstig wordt aanbevolen door een comité.

In de ontworpen bepaling wordt echter met geen woord gerept over die "gunstige aanbeveling", inzonderheid over de objectieve criteria op basis waarvan de kandidaat-adjudant-chef zal worden beoordeeld.

Overeenkomstig artikel 182 van de Grondwet moet de ontworpen bepaling zo worden aangevuld dat de objectiviteit van die benoemingen gewaarborgd wordt.

Artikel 83

Toen aan de gemachtigde officier is gevraagd wat de strekking is van het nieuwe lid in artikel 39bis van de voornoemde wet van 27 december 1961, inzonderheid van de daarin opgenomen uitzondering, heeft hij uitgelegd dat die uitzondering ingegeven is door het feit dat de onderofficieren van de luchtmacht vroeger op pensioen gesteld worden.

Om kritiek in verband met de schending van de grondwettelijke beginselen inzake gelijkheid en non-discriminatie te voorkomen, moet in de bespreking van deze bepaling worden vermeld door welke objectieve omstandigheden dit verschil in behandeling is ingegeven.

Artikel 84

Bij deze bepaling wordt een artikel 39ter in de voornoemde wet van 27 december 1961 ingevoegd. Dit nieuwe artikel biedt de Minister van Landsverdediging de mogelijkheid om de graad van eerste sergeant-majoor en de graad van adjudant één of twee jaar vroeger aan de verdienstelijkste beroepsonderofficieren te verlenen.

De verdiensten van de kandidaten zullen worden beoordeeld op basis van regels die zijn vastgesteld bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Gelet op artikel 182 van de Grondwet, dat bepaalt dat de bevordering van militairen bij de wet moet worden geregeld, en ingevolge de artikelen 10 en 11 van de Grondwet behoren de objectieve criteria op basis waarvan de verdiensten van de kandidaten moeten worden beoordeeld, door de wetgever zelf te worden bepaald.

De ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig grondig worden herzien.

Artikel 86

In de Franse tekst van het nieuwe ontworpen artikel 42, eerste lid, schrijve men "les mêmes".

De gemachtigde officier is het ermee eens dat in de Franse tekst, in het ontworpen derde lid, "L'appellation du grade ..." moet worden gelezen in plaats van "L'application du grade", zoals in artikel 100 van het ontwerp.

Artikel 92

In de inleidende zin schrijve men "vervangen bij de wet van 21 december 1990" in plaats van "gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1976 en 21 december 1990".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 93 van het ontwerp.

Artikel 97

Bij deze bepaling wordt een artikel 7ter ingevoegd in de voornoemde wet van 12 juli 1973. De inhoud ervan vertoont gelijkenis met die van het ontworpen artikel 39ter van de voornoemde wet van 27 december 1961.

Bijgevolg wordt verwezen naar de opmerkingen onder deze bepaling, die is ingevoegd bij artikel 84 van het ontwerp.

Artikel 99

Aangezien deze bepaling gelijkenis vertoont met artikel 34 van het ontwerp, wordt verwezen naar de opmerkingen die onder die bepaling zijn gemaakt.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 18quater, 2°, van de voormelde wet van 12 juli 1973 moet evenwel worden verduidelijkt dat het gaat om een "retrait définitif d'emploi par démission d'office".

Artikelen 102 tot 113

Zie de algemene opmerking.

Artikel 115

Daar bij deze bepaling het begrip "specialiteit" in de voornoemde wet van 13 juli 1976 wordt ingevoegd, wordt verwezen naar de opmerkingen die reeds onder verscheidene bepalingen van het ontwerp, meer bepaald onder de artikelen 35 en 36 van het ontwerp, zijn gemaakt.

Artikel 120

1. Zowel de arbeidswet van 16 maart 1971 (artikel 39) als het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen (artikel 25) nemen geboorten van meerlingen in aanmerking. Wanneer de geboorte van een meerling wordt verwacht, kan het zwangerschapsverlof aldus ingaan vanaf de negende week vóór de vermoedelijke datum van de bevalling.

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke objectieve reden dat onderscheid niet in de ontworpen tekst wordt vermeld.

2. De regelingen betreffende het zwangerschapsverlof zijn ook aangepast om rekening te houden met de beschermingsmaatregelen die worden opgelegd in richtlijn 92/85/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 inzake de tenuitvoerlegging van maatregelen ter bevordering van de verbetering van de veiligheid en de gezondheid op het werk van werkneemsters tijdens de zwangerschap, na de bevalling en tijdens de lactatie (1).

Zo wordt prenataal verlof verleend om zwangere werkneemsters die in dienstactiviteit zijn, in staat te stellen naar medische onderzoeken te gaan wanneer deze niet buiten de diensturen kunnen plaatsvinden. Dat verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit (2).

In de ontworpen bepalingen moet rekening worden gehouden met deze beschermingsmaatregelen. Dat geldt ook voor het nachtwerk dat vrouwen tijdens hun zwangerschap verrichten (3).

De ontworpen bepalingen moeten dienovereenkomstig op die verscheidene punten worden aangevuld.

---

(1) PB. L. nr. 348 van 28-11-1992, blz. 1 tot 8.

(2) Zie inzonderheid artikel 30 van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998, alsook artikel 39bis van de voornoemde wet van 16 maart 1971.

(3) Zie inzonderheid artikel 7 van de voornoemde richtlijn 92/85/EEG van 19 oktober 1992 en artikel 43 van de voornoemde wet van 16 maart 1971.

Artikel 121

1. De in artikel 53bis, eerste lid, van de voormelde wet van 13 juli 1976 aangebrachte wijziging dient eveneens te worden aangebracht in artikel 53ter, eerste lid, van dezelfde wet.

2. In de voornoemde wet van 13 juli 1976 wordt een onderscheid gemaakt tussen het ouderschapsverlof in geval van geboorte van een kind en het opvangverlof wanneer een kind in een gezin wordt opgenomen met het oog op zijn adoptie.

Het voormelde koninklijk besluit van 19 november 1998 kent evenwel aan de personeelsleden van de rijksbesturen het ouderschapsverlof toe, zowel voor de geboorte van een kind als voor zijn adoptie, overeenkomstig richtlijn 96/34/EG van de Raad van 3 juni 1996 betreffende de door de UNICE, het CEEP en het EVV gesloten raamovereenkomst inzake ouderschapsverlof (1).

Gelet op de algemene strekking van die raamovereenkomst, waarvan clausule 1.2 bepaalt dat ze "(...) van toepassing (is) op alle werknemers, zowel mannen als vrouwen, met een arbeidsovereenkomst of arbeidsverhouding overeenkomstig de ... geldende wetgeving, (...)", dienen de ontworpen teksten te worden aangepast om ze in overeenstemming te brengen met de voorschriften van de voormelde richtlijn.

---

(1) PB. van 19 juni 1996, nr. L. 145, blz. 4 tot 9.

Artikel 124

Krachtens het ontworpen artikel 55 kunnen de militairen voortaan verlof krijgen wanneer zij zich wensen te bekommeren om een persoon die palliatieve verzorging behoeft.

Zowel de inspecteur van financiën (1) als de Minister van Tewerkstelling en Arbeid (2) hebben in hun respectieve adviezen de steller van het ontwerp verzocht de ontworpen tekst in overeenstemming te brengen met de bepalingen die gelden voor de personeelsleden van de rijksbesturen.

Het ontworpen artikel 55 legt evenwel andere beginselen vast dan die welke ter zake gelden voor de personeelsleden van de rijksbesturen.

Zo kan de ambtenaar op federaal niveau krachtens artikel 117 van het voormelde koninklijk besluit van 19 november 1998 zijn loopbaan onderbreken "voor een periode van één maand, eventueel verlengbaar met één maand, teneinde palliatieve zorg te verstrekken aan een persoon krachtens de bepalingen van de artikelen 100bis en 102bis van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen".

---

(1) Zie zijn advies gegeven op 4 februari 1998.

(2) Zie de brief van de minister van 18 november 1998.

In het onderhavige geval echter bedraagt de duur van het verlof ten hoogste drie maanden, met een maximum van zes maanden over de gehele loopbaan van de militair.

De steller van het ontwerp dient dit verschil in behandeling objectief te rechtvaardigen, zo niet worden de artikelen 10 en 11 van de Grondwet geschonden, die de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie vastleggen.

Artikel 125

In artikel 2, § 3, 3°, van de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector en aan de in die sector tewerkgestelde werklozen wordt verwezen naar de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

De wijziging heeft tot doel in de wet van 1 september 1980 het opschrift van de voormelde wet van 11 juli 1978 te wijzigen.

De ontworpen wet wijzigt evenwel niet als zodanig het opschrift van de voornoemde wet van 11 juli 1978.

Het is beter dit expliciet te doen in een bepaling van het ontwerp.

Artikel 131

Het ontworpen artikel 20bis van de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onder-officieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst legt het begrip "statutaire maatregelen" vast. Er wordt derhalve verwezen naar de opmerkingen die reeds bij artikel 34 van het ontwerp gemaakt zijn.

In de Franse tekst van het nieuwe artikel 20bis, 2°, dient "visée" te worden geschreven.

Artikelen 132 en 133

Er wordt verwezen naar de opmerkingen gemaakt over de artikelen 35 en 36 van het ontwerp, aangezien het erom gaat in de voormelde wet van 18 februari 1987 de begrippen "korpsen" en "specialiteiten" vast te leggen.

Artikel 134

Aangezien deze bepaling van dezelfde aard is als het beginsel vervat in artikel 62 van het ontwerp, wordt verwezen naar de toelichting bij dat artikel.

Artikel 135

Er wordt voorgesteld "overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VI en van dit hoofdstuk" te schrijven.

Artikel 137

Het ontworpen artikel 34, vierde lid, bepaalt dat de kandidaturen voor de graden van hoofdonderofficier van het reservekader voorgelegd worden aan de bevorderings-comités volgens de regeling die van toepassing is op de beroepsonderofficieren.

Omwille van de rechtszekerheid dienen de bepalingen die in het onderhavige geval van toepassing verklaard worden expliciet te worden vermeld.

Voor het overige wordt verwezen naar de opmerkingen die reeds bij artikel 82 van het ontwerp gemaakt zijn.

Artikel 144

De woorden "Ten einde rekening te houden met de nagestreefde taalverhoudingen" in artikel 144, § 3, tweede lid, geven de motivering weer van de bepalingen die erna in de tekst opgenomen zijn, en ook de voorwaarde voor de toepassing van die bepalingen.

Zo een vermelding hoort niet thuis in het dispositief van een wet; ze heeft immers geen regelgevende kracht zolang niet bepaald wordt wanneer het evenwichtspunt in die taalverhoudingen is bereikt; in de memorie van toelichting wordt hiervan overigens geen gewag gemaakt.

Artikel 145

Het huidige artikel 9bis van de voormelde wet van 21 december 1990 bevat de voorwaarden waaraan de militairen korte termijn moeten voldoen om zich kandidaat te mogen stellen voor een opleiding voor overgang naar het actief kader of naar het aanvullingskader, terwijl het ontworpen artikel 9bis de Koning voortaan machtigt om die voorwaarden te bepalen.

Overeenkomstig artikel 182 van de Grondwet, dat bepaalt dat de wet de wijze bepaalt waarop het leger wordt aangeworven, moet de wet zulke voorwaarden blijven bepalen.

Voorts wordt, wat betreft het "psychometrisch model", verwezen naar de opmerkingen gemaakt bij het ontworpen artikel 13bis van dezelfde wet.

Artikel 147

Het ontworpen artikel 13bis is vaag gesteld.

In de eerste plaats blijft het onduidelijk volgens welke objectieve criteria de personeelscategorieën worden aangewezen waarvan de kandidaten volgens een psychometrisch model worden gerangschikt.

Verder is het de afdeling wetgeving niet duidelijk wat de precieze strekking van het tweede lid is. Dat dient eenvoudiger en bevattelijker te worden gesteld.

Artikel 150

De ontworpen bepaling machtigt de Koning een overheid aan te wijzen die "de aard van de cursussen, de examens die moeten worden afgelegd, de te volgen stage-periodes of evaluatieperiodes, de eventueel voor te leggen stageverslagen en de voorwaarden die moeten worden vervuld om te slagen in de vorming" kan vaststellen.

Gelet op artikel 182 van de Grondwet, gaat zulk een subdelegatie te ver.

Artikel 154

Zoals hierboven reeds onderstreept is, blijft het begrip "speciaal korps" onduidelijk en dient het door de wetgever te worden omschreven.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 157, 3°, van het ontwerp.

Artikel 157

Deze bepaling wijzigt artikel 31, § 1, van de voornoemde wet van 21 december 1990, terwijl de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn de genoemde bepaling gedeeltelijk opgeheven heeft.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom deze bepaling nog van kracht zou moeten blijven voor bepaalde categorieën van militairen.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat die bepaling volledig dient te worden opgeheven.

Artikel 159

Deze bepaling vult artikel 5 van de voormelde wet van 20 mei 1994 aan om de heropneming van de militair korte termijn te regelen wiens dienstneming verbroken is op basis van artikel 19, eerste lid, 3°, a), van dezelfde wet en die zijn opleiding tot militair van het actief kader niet tot een goed einde heeft gebracht.

De ontworpen tekst is niet duidelijk genoeg wat de duur van de aanvullende dienstneming betreft. Bedraagt die twee of vier jaar in totaal ?

Volgens de gemachtigde officier dient de duur van de aanvullende dienstneming de duur te bestrijken van de eerste dienstneming die de betrokkene als militair korte termijn niet volbracht heeft.

De formulering van de onderzochte bepaling dient in die zin te worden herzien.

Artikel 160

Aangezien deze bepaling gelijkenis vertoont met artikel 147 van het ontwerp, wordt verwezen naar de opmerkingen bij dat artikel.

Artikel 162

Het komt alleen aan de Koning toe het medisch profiel van de kandidaat-vrijwilligers te bepalen.

Artikel 164

Opnieuw wordt bepaald dat de heropneming van de militair korte termijn plaatsheeft "onder de voorwaarden en volgens de nadere regels die de Koning bepaalt".

Zulke delegaties van bevoegdheden zijn onduidelijk en dienen beter te worden omschreven.

Artikel 165

Aangezien het ontworpen onderdeel 5° van artikel 19, eerste lid, van de voornoemde wet van 20 mei 1994

van dezelfde aard is als de wijziging die bij artikel 162 van het ontwerp aangebracht wordt in artikel 14, § 1, eerste lid, 5°, van dezelfde wet, wordt verwezen naar de opmerking die bij artikel 162 gemaakt is.

Artikel 166

De Raad van State stelt een tegenstrijdigheid vast tussen de toelichting bij deze bepaling en de ontworpen tekst in het dispositief.

In de toelichting staat immers dat de verbreking van ambtswege plaatsheeft meer bepaald wanneer "de betrokken militair zich schuldig gemaakt heeft aan ernstige feiten die niet met zijn staat van militair overeen te brengen zijn, of wanneer hij veroordeeld is tot een militaire gevangenisstraf van ten minste één maand wegens een misdrijf dat volgens het militair strafwetboek strafbaar is", terwijl volgens de ontworpen bepaling die militair enerzijds gedurende tien jaar onderworpen is aan wederoproepingen, en hij anderzijds benoemd wordt in de graad van soldaat, met de anciënniteit die de Koning bepaalt.

De samenhang tussen de toelichting bij de bepaling en de inhoud ervan is voor de Raad van State niet duidelijk : waarom een persoon in het leger houden die zich schuldig gemaakt heeft aan feiten die met zijn staat van militair niet overeen te brengen zijn ? Deze inconsistentie dient te worden weggewerkt.

Artikel 170

De toelichting bij deze bepaling is explicieter dan de bepaling zelf.

Het is beter artikel 10, vierde lid, van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden als volgt te stellen :

"De deelstand "in hulpverlening" is de deelstand van elke militair die deelneemt aan een opdracht bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, b). De militair bedoeld in het eerste lid kan zich niet in die deelstand "in hulpverlening" bevinden, behalve voor het vervullen van opdrachten op het nationale grondgebied".

Artikel 171

Deze bepaling voegt in artikel 3 van de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen een paragraaf 3ter in, zodat de militair met palliatief verlof een gelijksoortige toelage kan genieten als die welke wordt toegekend ten gevolge van een tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking.

Benevens de opmerkingen die gemaakt zijn bij de artikelen 123 en 124 van het ontwerp, dient te worden vastgesteld dat de onderbrekingstoelage in de wet van 20 mei 1994 ingevoegd is bij een bijzondere-machtenbesluit van

24 juli 1997 tot instelling van de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek en de regeling van de halftijdse vervroegde uitstap voor sommige militairen en tot wijziging van het statuut van de militairen met het oog op de instelling van de tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking.

Tegen de wet van 12 december 1997, die onder meer dat koninklijk besluit bekrachtigd heeft, is bij het Arbitragehof een beroep tot nietigverklaring ingesteld.

In zijn arrest nr. 52/99 van 26 mei 1999 heeft het Arbitragehof gedeeltelijk bepalingen vernietigd die aldus bij wet bekrachtigd waren, omdat het van oordeel was dat ze niet vallen binnen het toepassingsgebied van de aan de Koning verleende bijzondere machten.

Ingevolge deze rechtspraak is de afdeling wetgeving van de Raad van State op basis van artikel 3, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State verzocht om van advies te dienen over een voorontwerp van wet waarbij de bepalingen van het voormelde bijzondere-machtenbesluit van 24 juli 1997 worden overgenomen en dat besluit wordt opgeheven.

Dat ontwerp wordt nog altijd in het Parlement behandeld (1) .

---

(1) Gedr. St., Kamer, zitting 1999-2000, nr. 375/1.

Gelet op die situatie kan de afdeling wetgeving zich in het onderhavige geval moeilijk uitspreken over de toekenning van een onderbrekingstoelage waarvan de rechtstoestand nog onzeker is.

Artikel 174

Het ontworpen eerste lid strekt ertoe rechtstreeks met een wet in één enkele zeer algemeen gestelde bepaling het woord "zeemacht" te vervangen door het woord "marine" in "alle wetten en besluiten betreffende de krijgsmacht en zijn personeel".

Over de aldus gebruikte werkwijze dient ter wille van de duidelijkheid en van de rechtszekerheid een bezwaar van wergevingstechnische aard te worden gemaakt.

Het is verkieslijk om in die bepaling alleen het beginsel van de wijziging van de benaming op te nemen, en om de Koning te machtigen de wetten betreffende de krijgsmacht en haar personeel in die zin te wijzigen (1) .

---

(1) Zie in dezelfde zin advies L. 29.876/1 van 24 februari 2000 over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de benaming van het Vast Wervingssecretariaat". Deze werkwijze is bijvoorbeeld gebruikt in artikel 99 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, waarbij de Koning gemachtigd wordt om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de tekst van het Kieswetboek in overeenstemming te brengen met de Grondwet (Belgisch Staatsblad van 27 juli 1993).

Artikel 175

In de toelichting bij deze bepaling wordt geenszins expliciet uiteengezet waarom alleen sommige ontworpen bepalingen van toepassing worden verklaard "op de naar het administratief en logistiek korps van de rijkswacht overgeplaatste militairen".

De Franse lezing van de tekst dient bovendien te worden verbeterd om aan te geven dat het gaat om militairen die naar het administratief en logistiek korps van de rijkswacht overgeplaatst zijn.

Artikel 177

Krachtens deze bepaling komt het aan de Koning toe de overgangsmaatregelen te bepalen die nodig zijn voor de toepassing van de ontworpen bepalingen.

Zo een bevoegdheidsdelegatie aan de Koning is onaanvaardbaar; de overgangsmaatregelen zijn immers nauw verbonden met de nieuwe ontworpen rechtsregels in zoverre ze de overgang van het vorige naar het nieuwe rechtsstelsel regelen.

Overeenkomstig artikel 182 van de Grondwet komt het aan de wetgever toe zulke overgangsmaatregelen vast te stellen, om de samenhang van het onderhavige ontwerp te behouden en om de verkregen rechten van de militairen niet te schenden.

De ontworpen bepaling dient derhalve grondig te worden herzien.

Artikel 178

1. Deze bepaling wordt van geen commentaar voorzien in de memorie van toelichting.

Zo een commentaar dient te worden opgesteld opdat de parlementsleden kunnen begrijpen waarom de ontworpen bepalingen in verschillende fasen in werking dienen te treden.

2. Voorts merkt de Raad van State op dat artikel 178, derde lid, terugwerkende kracht verleent aan artikel 90 van het ontwerp, wat in principe niet kan worden toegelaten, behoudens uitzonderlijke omstandigheden waarover de afdeling wetgeving zich niet kan uitspreken, omdat voor de overwogen terugwerking geen enkele verantwoording gegeven is.

La chambre était composée de

Messieurs de Heren	R. ANDERSEN,	président de chambre, kamervoorzitter,
	P. HANSE, P. LIENARDY,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	P. GOTHOT, J. van COMPERNOLLE,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	M. PROOST,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. E. BOSQUET, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. E. BOSQUET, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN